

Les citoyens éclairés
16 impasse Marcel Cerdan
56600 Lanester

à l'attention de Mr Métairie , président de l'aggllo,
à l'attention de Mme Thiery, chargée des nouvelles technologies

Lanester, le 9 février 2017

Madame, Monsieur,

La pose des compteurs continue comme s'il n'y avait aucun problème avec ce compteur linky. Les habitants, tout comme les élus se retrouvent « obligés » de barricader leur compteur pour ne pas se faire empoisonner par ce CPL, qui ne ressort d'aucune réglementation comme l'a précisé Mme Marisol Touraine. Comment est-il possible de mettre en place tout une structure nationale sans qu'il n'y ait eu au préalable des études réalisées, tant au niveau technique que sanitaire sur une technologie qui n'a encore aucune réglementation ? Nous avons demandé le rapport sanitaire des expérimentations sur l'Indre et Loir et sur Lyon, personne ne les a jamais vus. Comment l'état peut-il nous livrer ainsi en pâture aux lobbies industriels, dont ils sont eux-mêmes partie prenante ? Nous sommes à ce jour 65 millions de cobayes pris en otage par la société enedis.

Il y a eu sur le quartier de Lanveur à Lorient l'explosion d'un transformateur électrique dimanche 5 février vers 23 h. Les 120 locataires se sont retrouvés avec les enfants dans la rue en attendant que les pompiers arrêtent l'incendie. Inutile de dire que ces bâtiments sont équipés en linky, et que nombre de scientifiques et juristes font état de la surchauffe occasionnée par le CPL (G3 300.000 hz) injecté sur le 50 hz, sur des installations faites pour 1000 hz maximum. C'est un véritable danger, allez vous attendre qu'il y ait des morts ?? car c'est ce qui va inévitablement arriver si l'on arrête pas le déploiement. Votre responsabilité est engagée, par votre accord à installer ces compteurs.

Qu'en est-il des écoles, des assistantes maternelles sur les villes de la communauté d'agglomération ? Vont-elles être également équipées d'un compteur linky, qui vous mettrait hors la loi Abeille, qui interdit le wifi (2.4 ghz alors qu'on est à 30 khz avec le linky) ?

C'est un véritable scandale sanitaire qui se prépare là, et nous souhaitons être entendus et que cette pose à marche forcée s'arrête.

Nous demandons qu'une instance multipartite soit mise en place d'urgence sur le pays de Lorient avec les associations de consommateurs et de l'environnement, des techniciens, des assureurs ? des élus, la ligue des droits de l'homme, des scientifiques, et la société privée enedis. Nous avons pris contact avec le CLAC 56 (comité de liaison des asso de consommateurs) ainsi que la CNL Lorient.

Nous attendons votre réponse que nous souhaitons rapide,

Salutations citoyennes,

La présidente, Danièle Bovin